



LE JOURNAL SOCIALISTE



NEUVIEME ANNEE. - N° 156

DE ROUBAIX - Journal Socialiste Quotidien

JEUDI 4 JUIN 1933

ABONNEMENTS

Un an	12 fr.
6 mois	7 fr.
3 mois	4 fr.

RÉDACTION et ADMINISTRATION :

ROUBAIX, 146, Rue Saint-Jean, 146, ROUBAIX

ANNONCES

Les annonces sont reçues directement au Bureau du Journal et dans toutes les agences de publicité.

BIEN DE NOUVEAU...

... sous le soleil. Pour une fois, je m'approprie l'adage favori de ceux qui, par ignorance ou intérêt mal compris, s'efforcent à maintenir la machine dans l'ornière. Les aimables camarades qui nous injurient et nous suspectent, parce que nous ne sommes pas d'accord avec eux sur les moyens les plus rapides d'arriver au but du prolétariat, continuent une querelle qui date de loin, et par des procédés aussi vieux que la politique.

Quand l'un d'eux parle gentiment de nous faire fusiller lorsqu'il en aura le pouvoir, il n'innove que sur un point de détail. Et je puis dire que si l'on me consultait au moment de l'opération, il se pourrait fort bien que je répondisse : « Fusillé ou guillotiné, c'est toujours être tué ». A quoi, l'on répondrait sans doute : « Vous sortez de la question ».

Je voudrais montrer l'humanité, non de la querelle, car j'estime qu'il est bon de soumettre les idées et les méthodes à la discussion publique, mais des procédés discutés qu'on emploie pour la soutenir et qui donnent à nos ennemis communs des armes pour combattre notre action commune et paralyser nos efforts.

Et, puisque le courant de mes études de vacances me replonge en ce moment dans l'œuvre de Fourier, il me plaît de noter ici les procédés de polémique qu'il employait contre les théoriciens rivaux.

On sait que Robert Owen, riche manufacturier anglais, appliqua ses théories égalitaires dans l'établissement de New-Lanark. Voyez de quelle manière Fourier arrange l'imprudent nouveau qui a négligé de lui demander conseil, et demandez-vous après cela ce que valent les accusations de « déviation » qu'on porte aujourd'hui contre nous.

Ce sont là des lubies de casse-cou politique et non des moyens neufs ; c'est pourtant à ces billevesées que le XIX^e siècle a consacré ses plus belles pages. Il s'agit de convertir les nations à sa méthode, il se fait un présent aux souverains comme régénérateur présumé du monde social. Sa science n'était autre que celle des sophistes : hasarder tout, jouer en casse-cou sur les innovations... et surtout faire sonner bien haut sa philanthropie ; ce masque fait toujours des dupes.

Ailleurs, il dit : « M. Owen a préféré se donner pour inventeur... il a créé un système qui est la contre-partie de celui de G. Penn, fondateur des quakers... » Et encore : « Il joue sur un mot en crédit, il en fait un objet de spéculation en affublant de formes philanthropiques... » Et il reproche vivement aux corps savants une « apathie » qui donne « beau jeu aux intrigants », avec leurs « sophismes sur l'association ».

Vous le voyez, tout y est, jusqu'à l'accusation de spéculer, c'est-à-dire chercher du profit sous couleur de philanthropie. Le grand maître de Fourier applique à Saint-Simon tout aussi bien qu'à Robert Owen est celle de charlatans. Aujourd'hui, on dit « arrivistes ». Quand on voulait, hier encore, flétrir nos orgies ministérielles et les profits que nous en avons tirés, on nous appelait Social Lucullus. Quand, à propos des retraites ouvrières, on nous accusa de favoriser une « escroquerie », cela nous chagrina, mais croyez-vous qu'Owen, dont nul aujourd'hui n'oserait mépriser le génie, ait été réprimandé, devant s'arrêter quand Fourier lançait contre son œuvre des accusations directes du genre de celle-ci :

« Ses établissements sont spoliés à tel point qu'on ne dit mot de bénéfices, et que beaucoup d'actionnaires en retirent leurs fonds... Il paraît que dans ces communautés morales, il se trouve parmi les gérants quelques philanthropes un peu trop amis du bien commun. »

Tout récemment, un que je connais bien se voyait traité de « jésuite » dans les colonnes d'un journal clérical de sa localité, qui reproduisit avec joie l'article d'un fougueux révolutionnaire. Qu'il cesse de s'attrister d'avoir vu l'un des nôtres se faire ainsi le munitionnaire de l'ennemi : Fourier traite Owen à la fois de « prédicant » et d'« Escobar », et certainement les réactionnaires de l'époque, qui refusaient de rien entendre aux théories d'association, ont retenu comme parole d'Évangile les aménités de ce langage à nouveau. Quand un révolutionnaire accuse un autre « d'intentions suspectes » comme fit Fourier de Robert Owen, la réaction fait chorus et s'écrie : « Cela est certainement vrai, car ils se connaissent bien ».

Aussi, vous pensez combien grande était sa joie, à cette bonne réaction du temps, quand la plume de Fourier laissait tomber des accusations comme celle-ci :

« Ils tentent surtout à s'emparer des finances, faire remettre la gestion du trésor public à des industriels saints-simoniens. Cela était prudent, ils savaient que l'argent est le nerf de la guerre ».

Etait-ce assez ? Non pas. Le bras séculier s'était appesanti sur ces concurrents maudits qui empêchaient la vraie doctrine de se faire jour. J'éprouve quelque honte filiale à transcrire le passage où Fourier justifie la persécution contre les saints-simoniens : « Ils se mettaient en lutte ouverte avec le gouvernement, disant aux prêches et aux écoles : « Oui, nous sommes tribuns ! » Pouvait-on ignorer que les gouvernements savent où veulent en venir les tribuns et les sectes politiques affiliées ? On n'a pas encore perdu le souvenir des jacobins.

Ecoutez en quels termes atroces, il se réjouit de la dispersion de la « secte » des Saint-Simoniens : « Avec ses monstrueux dogmes de main-morte généralisée et de théocratie absolutiste ; avec ses comédies de puissance du regard, de prêtres aimants et de suprématie des officiers, elle avançait ; elle aurait fait la conquête des villes, des agglomérations, si elle n'eût mal versé par excès de dépense, et par sa prétention risible à s'emparer du gouvernement. »

Et il achève les vaincus par cette accusation de poursuivre un but clérical de domination universelle : « Ils n'ont su ni vouloir faire une tentative d'épreuve sociale, quoiqu'il leur eût été facile, à l'époque de leur vogue, d'obtenir une souscription d'un million pour un tel essai ; mais ce n'était pas là leur but secret : ils voulaient, en association, exploiter le mot, s'en faire un marchepied pour fonder une religion, s'allouer des prébendes, s'emparer des donations, des héritages, des fortunes. »

Que valent toutes ces accusations meurtrières, que valent les protestations contre le duper Owen qui veut à la communauté des biens, l'absence du culte divin, l'abolition brusque du mariage, quand on lit sous la plume du même Fourier ces deux jugements contradictoires à sept années de distance :

« Observons que, dès son début, Rob. Owen opéra tout à contre-sens de l'association. (Nouvel-Monde industriel, 1829.)

« Quant à l'établissement de New-Lanark... c'est déjà un très grand honneur pour son auteur que d'avoir fait ce que n'ont pas su faire vingt-cinq siècles d'avant... On a clamé en France l'auteur de cette fondation ! On a dépeint M. Owen comme un impie... Mais que répondre aux voyageurs qui disent de New-Lanark : « Je n'ai jamais vu une population aussi morale, aussi religieuse, aussi heureuse ! » (Théorie de l'Unité universelle, 1822.)

Ah ! comme au rapprochement de ces deux phrases, on comprend George Sand s'écriant, en dépit des protestations furieuses de Fourier :

« Fourier, ce saint-simonien, j'estime fort le système Fourier. » Et comme on l'approuve quand elle ajoute : « Mais je crois qu'avec la moindre vertu mise en action, et soutenue par une certaine énergie, on en ferait plus qu'avec toute la sagesse des nations délayées dans des controverses littéraires. »

Où, agir de toute la vigueur de sa vertu, au sens légitime de cet admirable mot latin, voilà le vrai. Tout le reste, paroles injurieuses et calomnieuses, n'est qu'un vain bruit. Et je n'en aurais pas réveillé l'écho, si ce n'avait été pour en montrer la suprême inutilité.

Eugène FOURNIERE.

LA POLITIQUE

La Grève de La Gorgue-Estaires

M. le sous-préfet d'Hazebrouck tentera de réunir de nouveau, aujourd'hui, les délégués ouvriers et les délégués patrons de La Gorgue-Estaires.

On se souvient que les pourparlers, en vue de la solution de ce long et douloureux conflit, suspendus le 12 mai, avaient été repris, vendredi dernier, à l'instigation de M. le préfet du Nord. La reprise du travail allait même être décidée pour le lendemain, samedi, quand les délégués patrons renient tout en cause en soulevant, au dernier moment, une question déjà soulevée : celle du « délitage ».

Mais encore MM. Lefranc frères nous ont adressée et que nous avons publiée, pour bien montrer notre impartialité absolue, qui a pu modifier notre conviction et le sentiment de nos lecteurs.

Mais encore MM. Lefranc frères auraient-ils cent mille fois raison de rectifier nos chiffres — et ils ne les rectifient qu'en les torturant — qu'ils auraient tort quand même d'avoir une opinion publique qui ne comprendra pas et qui appellera de la provocation, de la mauvaise foi, de la mesquinerie, cet acte des patrons de retirer à leurs ouvriers, sous prétexte d'erreur, une tarification solennellement consentie quinze jours plus tôt.

C'est ce que M. le préfet a dit aux délégués patrons et c'est la meilleure justification de chaque des deux parties, pouvait satisfaire les uns et les autres.

Il proposait le tarif suivant :

Compte de 14 duites	0.10
» 13	0.10
» 12	0.10 1/2

Or, voici ce que voulaient les patrons, indépendamment de leurs exigences sur les larges supérieures à 1 m. 60 :

Compte de 14 duites	0.10
» 13	0.10
» 12	0.10 1/2

Les ouvriers, eux, demandaient le tarif uniforme de 0.10 pour chaque compte, mais ils se rallièrent à la proposition de M. le préfet.

C'est donc sur le tarif des patrons et sur le tarif de conciliation élaboré par M. le préfet, que la discussion doit dorénavant porter.

Nous engageons, quant à nous, les délégués ouvriers à s'y tenir strictement.

Car, de deux choses l'une : ou de cette augmentation de 1/2 centime au compte de 15 duites représente un chiffre de salaires important, où elle est dérisoire. Si elle représente un chiffre de salaires important, les ouvriers, dont le gain hebdomadaire est de dix à quinze francs seulement, ne peuvent pas en faire le sacrifice ; si elle est dérisoire, les patrons sont doublement criminels d'en faire une condition absolue de l'entente.

Que MM. les patrons réfléchissent bien, avant de claquer les portes, aujourd'hui, sur le seuil de la sous-préfecture d'Hazebrouck.

Nous le leur disons sincèrement : ce ne sont pas seulement leurs intérêts qui sont en jeu, mais aussi leur honneur ; car ils se rendraient excusables, même à ceux de leur classe, en s'enfermant dans une intransigeance dont la mesquinerie est maintenant percée à jours !

S'ils avaient jamais nourri le monstrueux espoir de vaincre leurs ouvriers par la famine, ils se rendraient bientôt compte que les travailleurs de France ont trop au cœur le sentiment de la solidarité pour laisser le dénuement et la misère les victimes d'une aussi odieuse spéculation.

Oui, nous devons cette assurance formelle aux patrons de La Gorgue-Estaires, à l'heure où nous sommes arrivés et nous garantissons aux ouvriers que l'aide leur viendra de toutes parts, surtout s'ils continuent à observer l'attitude calme et digne, à avoir la sagesse et le sang-froid qui leur ont conquis l'admiration de leurs adversaires et leur vaient encore, à côté de dévouements obscurs, de hautes et précieuses sympathies.

G. SIAUVE-EVAUSY.

CHRONIQUE

Une Excellente Affaire

Gros fermier de Normandie, maître Nicolas Boulard, était d'une avance à humilier Harpagos et d'une naïveté égale à celle de l'illustre Caliste lui-même.

Depuis plus de vingt ans il avait eu l'envie de voir la Capitale, mais son extrême parcimonie l'empêchait de remettre éternellement le coiffeur voyage. Enfin, un beau jour, il se décida brusquement, compta son bétail et soupira et prit une troisième classe pour Paris.

Avant de s'embarquer pour ce lointain voyage, maître Boulard s'était promis de chercher à traiter une bonne affaire dans la grande ville ; en voilà une fameuse bestiole, pensait-il, et son génie, tout comme les Argonautes partant à la conquête de la Toison d'Or.

Pendant que le train l'emportait, il se préoccupait à l'idée des occasions merveilleuses qu'il pensait trouver sûrement dans la grande ville.

« Ah ! ces Parisiens, disaient-ils, nous verrons bien si nous sommes plus malins que les gens de chez nous. »

Quelques jours après son arrivée à Paris, le fermier commença à se décourager. Certes il avait vu beaucoup de « beaux articles » et de « jolis produits », mais ce n'étaient pas des occasions, loin de là ! Les marchands en détail, mandant des prix fabuleux, Ab ! ce Paris, les habitants fussent peu consciencieux pour égoïstes.

« Ce spectacle l'intéressa prodigieusement. Mais l'animal qui l'empêchait d'admirer fut le zèbre. Il resta planté devant lui, bouche bée. En voilà une fameuse bestiole, pensait-il, surtout qu'on raconte que ça file plus fort que le vent !... Ça serait pas une sorte combinatoire d'en atteler un au cabriolet ou à la petite tapissière pour aller au marché ? Et toutes ces raies qu'il a sur le corps, qu'on dirait qu'on les a peintes au vernis ; c'est si beau qu'on croirait jamais qu'elles sont naturelles !... Pas pour mentir, mais ce zèbre-là est rudement plus avantageux qu'un jument ! »

Dans un pays où l'on ne se gêne pas à parler sans qu'il pensait tout haut. Or, à ce moment, se trouvait près de lui un camelot, c'est-à-dire un de ces commerçants bizarres qui pratiquent les cent petits métiers du pavé parisien et sont toujours à l'affût de quelque avantage.

« Le plupart de ces aimables gaillards ne s'embarrassent pas de scrupules superflus ; ça les empêcherait de courir. »

Celui qui était près du fermier eut un sourire étrange en se contentant d'exprimer ses sentiments.

« Il le quitta une minute, pour glisser deux mots à l'oreille d'un sien confrère qui vendait des noix de coco à la porte du Jardin, puis il revint se placer à côté du paysan qui se frottait les yeux devant son zèbre. Lier conversation avec maître Boulard fut un jeu pour cet intelligent descendant de Panurge ; ils causèrent du zèbre. »

« Ce qu'il y a de plus étonnant dans cette bête, aussi étrange qu'étrange, fit le camelot, c'est qu'elle sort d'un œuf comme les oiseaux. »

« Ah ! bah !... se récria le fermier stupéfié, pas possible ! Elle ne vient donc pas au monde à la façon des poulaillers ? »

« Ne me tenez pas si vous voulez, repartit le tenon qui prit un air détaché. Mais je peux vous prouver ce que j'avance à l'instant même. Venez jusqu'à la porte et vous verrez des marchands d'œufs de zèbre. »

Maître Boulard accepta et la suite se devina. Le marchand s'avança et voulut répondre. Le maître paysan, après une longue discussion, obtint deux noix de coco pour quinze francs, et les emporta précieusement, persuadé qu'il venait de traiter une excellente affaire.

De retour chez lui, le fermier montra triomphalement les deux noix de zèbre à sa femme.

« Hein ! la ménagère, tu ne connais pas ces machineries-là ? Ça vient de Paris !... »

Et il expliqua longuement le superbe marché qu'il avait conclu.

Il avait acheté deux œufs pour être plus sûr de réussir ; dans les deux, il y en avait bien un de bon, que diable ! Et quelle chance si tous les deux pouvaient éclore. Deux zèbres ! Quel magnifique atout ! Et puis après si c'était un couple, ils feraient des petits.

Mais qui les couvra, tes œufs ? interrogea la fermière.

« Et nous autres, donc, chacun notre tour. On se relèvera. Mais surtout, jusqu'à ce qu'ils soient éclos, il ne faut pas les laisser à personne. »

Les époux Boulard exécutèrent soigneusement ce petit programme.

Au bout de ce temps, ne voyant rien venir, ils s'inquiétèrent.

« Les œufs ne valent peut-être rien, hasarda la fermière en enlevant un peu, répondit le fermier, ça ne peut pas tarder maintenant. »

Ils attendirent : en vain comme de justice.

Cependant, à force d'être couvés, les noix se fendillaient, perdant notablement de leur fraîcheur ; et, dans les interstices des coques, un jus brun commençait à suinter.

« Sapristi ! s'écria maître Boulard en constatant ce désastre, nous perdons nos œufs. Voilà les œufs qui se gâtent ! »

« Quel malheur ! gémit la fermière, après avoir eu tant de peine !... »

« Ce soir, j'ai les jeter dans la carrière de plâtre qui est près du bois... Puisque les œufs sont avariés, autant nous en débarrasser sans fracas. Pas besoin d'apprendre aux voisins que nous avons dépensé de l'argent et travaillé pour rien, ils se moqueraient encore de nous, conclut le fermier avec amertume. »

USINES A MIRACLES

Somme-nous menacés d'une répétition de l'affaire de Lourdes ?

Les réactionnaires et les nationalistes s'agitent depuis quelques jours à Lyon, laissant entendre que le gouvernement se disposait à ne point fermer la basilique de Fourvières.

Fourvières, comme Lourdes, est un lieu de pèlerinage chéri des cléricaux.

À Fourvières, comme à Lourdes, on fait des miracles et l'on pend des gens. Si on ne s'agitait de cela, ce ne serait rien en soi, mais Fourvières, comme tout autre pèlerinage, sert de tremplin aux prétendants de la messe et de l'indulgence.

Fourvières n'est pas une église concordataire. Elle tombe sous le coup de la circulaire du président du conseil. Elle doit donc, comme toute chapelle non autorisée, être fermée.

Les cléricaux lyonnais s'approprient si l'on s'en rapporte aux nouvelles données par les feuilles nationalistes, à résister, et à renouveler les scènes de la Chartreuse. Un service de surveillance est d'ores et déjà organisé pour empêcher le passage des pèlerins.

Les mêmes feuilles insinuent que le préfet du Rhône insisterait lui-même pour l'ajournement de la juste mesure qui s'impose.

Est-ce exact ?

Après Lourdes, Fourvières. Après Fourvières, tel autre « sanctuaire ». Et après celui-là, un autre encore. A ce jeu, ils résisteraient tous ouverts.

Allons, un bon coup de balai énergique pour le nettoyage complet de toutes ces boutiques à miracles.

Bons Juges

M. Séré de Rivière, président de la huitième chambre du tribunal correctionnel de la Seine, semble ne pas s'être laissé déformer par le « métier » qu'il exerce. Il préside, interroge et juge en homme. Ce fait si simple est digne d'être noté pour sa rareté.

Un ouvrier jeté pour conditions dans lesquelles il avait commis cet acte : le manque de travail, de ressources, la faim... Le président fit valoir un surcroît de culpabilité, mais une atténuation. Il répondit : « Oui, vous étiez dans un état d'affaiblissement cérébral causé par la faim et d'exaltation produite par l'alcool. » Et sur un mouvement de surprise du procureur, il ajouta : « J'ai le droit, à l'audience, d'instruire les affaires à charge aussi bien qu'à charge », en termes ordinaires : « J'ai le droit de voir les choses comme elles sont. »

Dans la même séance, le tribunal ayant à

occuper d'un gamin de quatorze ans poursuivi pour vagabondage, hésita à le confier à l'administration pénitentiaire, décida de le lui laisser provisoirement au Patronage de l'enfance et de l'adolescence, et plus tard, si le patronage ne pouvait le conserver en sa garde, à l'Assistance publique : « Attendu qu'en fait, si la charité individuelle est facultative et la solidarité obligatoire en principe et imposée à l'Assistance publique... »

Souhaitons que les bons juges fassent tout, et deviennent si nombreux qu'ils n'aient plus de célébrité individuelle. C'est un sacrifice auquel consentiront volontiers M. Maunaud et M. Séré de Rivière.

PAYSAN, EN AVANT !

Notre ami Desmons signalait ici, la semaine dernière, la belle attitude socialiste que nous avions pu remarquer, au lendemain du Congrès de Clermont, chez les petits cultivateurs de la campagne environnant Clermont et Albi, et ce qu'il en narrait était de toute exactitude.

J'aime d'autant plus à rappeler les appréciations de notre ami qu'elles pourraient également s'appliquer aux cultivateurs de la région que j'ai l'honneur de représenter, tant il est vrai qu'à chacune de nos conférences, à chaque compte-rendu de mandat, je constate une affluence de plus en plus grande de ruraux et une sympathie de mieux en mieux marquée de leur part pour le programme socialiste agricole que je m'efforce d'exposer devant eux.

Aussi, ne fait-il plus doute pour personne que la campagne électorale à présent, plus qu'elle ne répudie nos chères idées. Plus instruit, et partant plus clairvoyant, moins défiant sur nos desseins, le paysan rural de la bourgeoisie appelle désespérément « le paysan », a rejeté le bandeau avec lequel le curé, pour avoir et pourvueur des riches lui cachait la lumière et le bienfaitier Proletaire, grâce à l'impôt, se faisait rendre compte par la bouche du prêtre ou par le banal almanach, ce qui se lit, ce qui se fait dans le monde social.

Nos adversaires d'aujourd'hui, qu'ils soient, et pour le prouver, je n'aurai qu'à citer quelques aveux échappés de leur propre bouche. C'est ainsi que l'un d'entre eux, M. Devienne, intitulé un de ses articles : « Des progrès du Socialisme chez les paysans », article paru dans la « Réforme Sociale » — revue catholique — du premier juin. Irrité de voir le paysan s'émanciper, l'écrivain bourgeois tâche de faire croire que le citadin lui revient ; car, voilà la parole qui nous sert à ce sujet :

« Le Socialisme recule chez les ouvriers des villes et avance chez les paysans. »

Quelle rage ! Et aussi quelle aigreur, quelle mauvaise humeur ! M. Devienne manifeste en ajoutant, dans le même article, que le paysan est plus coriace que celle de l'ouvrier des villes. Avare et circonspect, le paysan n'a que la morale de l'intérêt pas toujours très bien entendu ; il est sournois, envieux, lâche, ligand, cupide. Il vole en ce moment pour les alliés des socialistes, pour les radicaux et les radicaux-socialistes, parce qu'il y trouve son bénéfice. Il sait bien qu'une révolution sanglante n'est plus à craindre, et il veut la ruine du gros propriétaire foncier, grâce à l'impôt, par le revenu que le Parlement finira par voter. »

Or, d'où vient que la Réaction couvre aujourd'hui d'injurieuses épithètes celui pour lequel elle n'avait, hier encore, point assez de fleurs... de rétorique ? Nous en avons l'aveu. Le paysan devient socialiste, il déserte l'église, désire plus de bien-être, plus d'égalité et de justice, se libère en un mot. « Indépendant ».

Et chaque revue bourgeoise de flatter l'aristocratie, le propriétaire de la ville, l'industriel, le mineur, le verrier, le tissard, dans l'espoir de ne pas voir la caste totalement, définitivement dépourvue de toute autorité de tous privilèges. Mais, le citadin, voit clair dans le jeu des patrons et des bourgeois. Ils ne se sentent pas payés à toutes les billevesées, à toutes les platitudes par trop intéressées du Capital aux abois. De même, le compagnon, l'ouvrier agricole, saura se souvenir, en pensant que si le prêtre et le hobereau le désignent après l'avoir tant couronné, c'est qu'ils ont un intérêt à ce qu'il leur échappe.

En tout cas, si nous signalons avec étonnement les calomnies comme les injures de nos adversaires contre les paysans, ce n'est pas sans plaisir, ni sans intérêt, que nous enregistrons leur aveu du progrès que fait le Socialisme chez ces mêmes paysans.

Paysan, en avant !

Ca et Là

LE ROI DES BELGES ET SES FILLES.

Le procès de succession de la comtesse Lony (princesse Saxe-Cobourg) et la princesse Louise ont initié au roi des Belges ne sera pas plaidé, un accord ayant été conclu entre le père et ses deux filles. Le roi s'engage à payer les dettes de la princesse Louise de Cobourg et à verser une certaine somme à la comtesse Lony.

DINER DE VILLES-BÈTES.

Un député fort connu s'était avisé de fonder un dîner pour réunir les députés qui ont fait partie de toutes les législatures depuis 1831. Il y en a bien une vingtaine. Et, notre homme, humoristiquement, voulait nommer son dîner des « Vieilles Bêtes ».

Il ouvrit d'abord son idée à M. Baudry d'Asson. Mais M. Baudry d'Asson n'a pas le sentiment de l'humour. Il se fêcha presque :

« Vieilles bêtes », répliqua-t-il.

Et il refusa très dignement.

Il est probable que le dîner des « Vieilles Bêtes » n'aura pas lieu, privé d'un des convives les plus qualifiés.

ATTENTAT PREMEDIÉ.

Perragaux, 2 juin. — Les opérations contre Ferrug commencent le 9 juin. Les opérations contre 300 hommes sont actuellement concentrés à Beni-Ouif. Deux bataillons de la légion étrangère.

A la nuit close, cachant ses noix sous sa blouse, il se dirigea vers le bois. Le ciel était sans lune et sans étoiles.

Maître Boulard n'y voyait goutte.

Arrivé au bord de la carrière et au moment de jeter ses œufs, il voulut s'assurer une dernière fois qu'ils étaient absolument corrompus. Il les palpa attentivement. Hélas ! la fâcheuse liqueur suintait de plus en plus.

« Ah ! ah ! ah ! »

« Maudits Parisiens, ils m'ont vraiment dupé tout de même. »

Mais les noix, en tombant sur les pierres, se brisèrent avec bruit, et effrayèrent deux lapins qui jouaient dans le fourré. Aussitôt les petites bêtes s'enfuirent à toute vitesse. Et maître Boulard, qui ne distinguait rien, soupira en joignant les mains.

« Malheur ! Je me suis trop pressé... Voilà les zèbres qui se sauvent à cette heure ! »

Il descendit dans la carrière à tâtons pour rattraper ses zèbres, mais ne réussit qu'à s'élever de tout son long dans une flaque de boue. Tout désolé de l'avoir ainsi, et rassuré l'inventeur à sa femme ; celle-ci, pour le consoler, le traita de jobard et de cornichon.

Après s'être disputés, les deux maîtres se battirent comme des enragés, en s'accusant mutuellement d'être cause de la perte des fameux zèbres.

Charles BERARD.

NOS DÉPÊCHES

L'ATTENTAT contre M. Jonnart

Paris, 2 juin. — Le gouverneur général de l'Algérie a conservé, malgré le péril qu'il a couru, un sang-froid et une clairvoyance dont il faut le féliciter.

Il semble avoir compris tout de suite et la portée de l'incident du Figuig et la solution qu'il comporte. C'est le soir même de l'attentat qu'il a fait connaître ses intentions, énoncé les griefs de la France et réclamé les sanctions utiles.

Tout d'abord, il met hors de cause le gouvernement du Maroc. Les bandes auxiliaires et autres autorités que celle de leurs chefs de tribus. Autant que nous, le Maroc est intéressé à ce qu'une action vigoureuse et rapide, qui ne sera qu'une opération de police, mette fin aux déprédations incessantes de ces irréguliers.

Ensuite M. Jonnart affirme bien haut, et même temps que l'acte est préparé, son intention de ne rien faire qui puisse inquiéter les intérêts engagés au Maroc. Il aurait volontiers laissé au gouvernement marocain, s'il avait été en état de le faire, le soin de punir et de disperser les bandes de pirates qui infestent le régime du Sud-Oraoui. Une de ces colonies marocaines ne peut rien, nous nous défendons donc, mais sans occuper aucun point de son territoire. Notre action sera « limitée ». Nous aurons de l'énergie », mais de la « prudence ».

Les intérêts de la France, au premier rang desquels nous plaçons le maintien de la paix et la réputation de l'esprit de conquête, paraissent donc en bonnes mains.

Les mesures militaires

UN ULTIMATUM

Le conseil des ministres ne se réunira plus spécialement à l'occasion de l'incident de Figuig. Il ne sera pas besoin d'expédier aucun ordre au gouverneur de l'Algérie, le plan de modifications ayant été préparé. Les lieux de rassemblement commencent dans huit ou dix jours, ce plan sera utilisé immédiatement.

M. Jonnart a télégraphié à M. Combes trois colonnes mobiles allaient partir de nos postes sud-oranais. Une de ces colonnes marchera droit sur Figuig. Deux autres, exécutant un double mouvement tournant, rassembleront les tribus insurgées à la fois contre le Maghzen et l'autorité française. Ce sera une opération de police et non une expédition. Les choses seront menées rapidement, sans qu'il soit besoin de préparatifs spéciaux.

M. Jonnart insiste sur ce point dans sa dépêche.

Il est d'ailleurs presque certain que nous serons obligés de conserver Figuig sous notre surveillance active tant que nos troupes seront capables à pouvoir être opposées aux bandits du Sud-Oraoui.

Cette précaution légitime ne pourra prendre, aux yeux de l'étranger, l'aspect d'un empêtement sur les droits de police que le Maroc se déclare impuissant à exercer.

Les ksours de Zenaga et d'Oudaghir seront mis en demeure d'avoir à livrer, dans le délai de 24 heures, tous les pillards et assassins réfugiés dans ces ksours. En cas de refus, ou d'exécution douteuse de cet ordre, le bombardement commencera aussitôt.

LA SITUATION AU FIGUIG

Beni-Ouif, 2 juin. — Le pacha de Figuig a dû renoncer à retourner à l'oasis et s'est mis en sûreté avec les siens auprès des Français dans la redoute de Beni-Ouif, où il restera jusqu'à ce que le bombardement des Zenagais ait été opéré par l'artillerie.

Cette dernière action ne saurait être différée, car la situation est toujours très grave.

Ce matin, après une nuit calme, cinquante Zenagais étaient sur les lieux du combat, ramassant les états des blessés et les corps des indigènes ayant en leur possession beaucoup de fusil Lebel dont ils ont, d'ailleurs, fait usage.

Un autre groupe attendait à proximité du Djebel-Djemal le passage du train, ou plutôt de l'avenue l'arrivé devant transporter des troupes à Duveyrier.

Ce groupe, composé d'une quarantaine d'indigènes, avait attaqué la redoute de Duveyrier dans la nuit, et une fusillade avait été devenue insuffisante pour résister à une attaque sérieuse des bandits marocains.

Devant notre incursion, Figuig redouble d'audace. Les Oulad Djerr, les Beni-Ouif et même la zaouïa de Bou-Amama ont reçu des émissaires de Zenaga, réclamant leur concours pour attaquer les Français. On ignore encore les résultats de ces démarches.

Le djich marocain, qui enleva près de Géryville les chameaux du convoi de ravitaillement, a été poursuivi près de Fendi sans résultat. Un spahi à ce cheval tué sous lui dans une escarmouche.

La lettre que les gens de Zenaga ont adressée à Bou Amama dit que les Français veulent détruire le marabout de Si Liman Bou Sinaha, à Beni-Ouif, qui est très vénéré par les ksouriens et les nomades. Ce message fera-t-il agir Bou Amama ? On l'ignore.

On prétend que quelques notabilités algériennes demandent pardon aux Français ; des gens de Zenaga ont frappé des vieux et des notables qui voulaient faire cesser l'agression.

Moulay Mohamed, qui est un kébiri, et son frère Abdesslem furent tués. El Hadj Brahim et son frère, qui fréquentaient nos autorités, ont été blessés en un combat. Des Oulad-Djerir et des Amour prirent part au combat.

L'opinion générale est que les gens de Zenaga marcheront contre les Français si ceux-ci franchissent le col et qu'il faut réduire ce ksour sans tarder.

ATTENTAT PREMEDIÉ

Perragaux, 2 juin. — Les opérations contre Ferrug commencent le 9 juin. Les opérations contre 300 hommes sont actuellement concentrés à Beni-Ouif. Deux bataillons de la légion étrangère.